

Inventaire immobilier de l'Etat.

1. Contexte de mise en œuvre de l'inventaire immobilier de l'Etat

Ce jeu de données présente la liste détaillée des biens immobiliers (hors données confidentielles) dont l'État est propriétaire et occupant.

1.1 Champ d'application de l'inventaire immobilier.

L'inventaire immobilier de l'Etat s'inscrit dans l'obligation de communication de ces données via le document de politique transversale, lequel vise à offrir une vision horizontale de la politique immobilière de l'État.

La politique immobilière de l'État est une politique interministérielle mise en œuvre par la Direction de l'Immobilier de l'État (de la direction générale des finances publiques). La fonction d'État propriétaire est exercée par ce service et, au niveau territorial, par les préfets, représentants locaux de l'État propriétaire.

La politique immobilière de l'État a plusieurs finalités :

- mieux gérer le patrimoine de l'État pour en conserver la valeur par un entretien régulier, en réduire les coûts de fonctionnement et pouvoir le céder au meilleur prix, quand les biens ne sont plus utiles pour le service public ;
- permettre à chaque administration de réaliser ses missions dans les meilleures conditions au meilleur coût pour la collectivité ;
- améliorer les conditions de travail des agents publics et les conditions d'accès et de réception du public en adaptant l'immobilier de l'État aux besoins du service public ;
- poursuivre l'intégration dans la définition de la politique immobilière de l'État des objectifs d'intérêt général comme la performance énergétique des bâtiments, leur accessibilité par les personnes handicapées ou bien la mobilisation du foncier public en faveur du logement.

1.2 Objet de l'inventaire immobilier.

L'État recense et valorise chaque année ses biens immobiliers (bâtiments et terrains).

L'inventaire immobilier consiste à décrire les biens immobiliers qui sont propriété de l'Etat, ainsi que ceux qui sont occupés par ses services sur le territoire national ou à l'étranger. Au sein de cet inventaire physique, l'Etat estime chaque année la valeur des biens qu'il contrôle (dont il maîtrise les avantages économiques ou le potentiel de services futurs).

Les données de l'inventaire immobilier permettent d'alimenter d'une part les outils de la politique immobilière de l'Etat et d'autre part l'actif de l'Etat retracé à son bilan dans les immobilisations corporelles chaque fin d'année.

2. Principaux textes applicables

Les documents de politique transversale (DPT) constituent des annexes générales du projet de loi de finances de l'année au sens de l'article 51 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Ils sont prévus par l'article **128 de la loi n°2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005**, complété successivement par l'article 169 de la loi n°2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, par l'article 104 de la loi n°2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008, par l'article 183 de la loi n°2008-1425 du 27 décembre de finances pour 2009, par l'article 137 de la loi n°2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, par l'article 7 de la loi n°2010-832 du 22 juillet 2010 de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2009, par l'article 159 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et par l'article 160 de la loi n°2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012.

3. Dictionnaire des données

Pour chaque bien immobilier dont l'Etat est propriétaire et occupant, le fichier « INV_IMM_AAAAMMJJ » contient :

Nom	Désignation
Région	Nom de la région
UE	Identifiant de l'Unité économique (Site). A compter du 31/10/2015 remplacé par l'ID unique du bien
Bâtiment.Terrain	Identifiant du bâtiment ou terrain. A compter du 31/10/2015 remplacé par l'ID unique du bien
Code Chorus	Identifiant Chorus du bien : concaténation Codes Régions/UE/Bât-Terrain (Ajouté au 31/12/2017)
ID	Identifiant unique du bien
Type	Usage majoritaire du bien
Fonction	Usage majoritaire détaillé du bien
Désignation.Bâtiment.Terrain	Désignation du bien
Dept	Code du département de situation du bien
Adresse	Adresse normalisée du bien
Code.Postal	Code postal de situation du bien
Ville	Ville de situation du bien
Pays	Pays de situation du bien
Ministère	Ministère occupant le bien